

« L'affaire du niqab à La Manouba : de la propagande salafiste sur Facebook à l'institutionnalisation médiatique de la cause des libertés académiques en Tunisie »¹

À l'aube des premières élections libres en Tunisie, l'affaire de La Manouba a été fortement relayée par les médias nationaux et internationaux. Alors qu'un groupe salafiste occupe la Faculté de lettres de La Manouba, les universitaires s'engagent dans une lutte pour la défense des libertés académiques. Cet article retrace l'usage des différents supports médiatiques dans la construction de cette affaire en problème public capable d'attirer l'attention politique, jusqu'à introduire les libertés académiques dans la nouvelle Constitution, alors en cours d'écriture.

On the eve of the first free elections in Tunisia, La Manouba affair has been all over international and national media. While a Salafist group occupies the Faculty of Letters of La Manouba, the scholars engage

in a struggle to defend academic freedom. This article traces the use of different media supports in the construction of this cause as a public issue able of attracting political attention, including the introduction of academic freedoms in the new Constitution, then in writing.

عشية أول انتخابات حرة في تونس، جابت قضية منوبة وسائل الإعلام الوطنية والدولية. بينما تحتل مجموعة سلفية كلية الآداب بمنوبة، ينخرط الأكاديميون في صراع للدفاع عن الحريات الأكاديمية. يتتبع هذا المقال استخدام وسائل الإعلام المختلفة في بناء هذه القضية كمسألة عامة قادرة على جلب الانتباه السياسي، إلى حد إدراج الحريات الأكاديمية في الدستور الجديد، الذي هو بطور الكتابة.

Le 26 janvier 2014, la Tunisie adopte sa nouvelle Constitution. L'article 33 stipule que : « Les libertés académiques et la liberté de recherche scientifique sont garanties. L'État fournit les moyens nécessaires au développement de la recherche scientifique et technologique ». Cet article est, en grande partie, né de la lutte pour la reconnaissance des libertés académiques des universitaires tunisiens suite aux tentatives de réislamisation de l'enseignement par un groupe de salafistes. Sous couvert de revendications de femmes portant le *niqab*, les

salafistes ont occupé l'une des facultés les plus importantes du pays : la Faculté de lettres de La Manouba. Cette affaire a marqué les esprits des Tunisiens et est devenue un événement clé du début de la transition politique.

Partant de cette affaire, nous abordons les enjeux de l'usage des supports numériques par les réseaux salafistes, afin de diffuser leur propagande². À l'image de la stratégie médiatique de Daech, les manifestants de *Talaba Revolution*, défendant le port du *niqab* au sein de l'institution, se sont servis des réseaux sociaux, *Facebook* et *YouTube* principalement, comme outils de propagande et comme plateforme opérationnelle à plusieurs échelles.

La fonction principale de la page reste la diffusion d'un discours politique auprès de leurs alliés dans des formats très variés : vidéo, audio, *post Facebook* ou partage d'articles. Celui-ci inclut différents niveaux de discours en fonction des stratégies mises en place par le groupe, que ce soit à l'échelle internationale, abordant les problématiques auxquelles sont confrontés les musulmans dans le monde ; à l'échelle nationale, avec des analyses de la politique tunisienne ; voire, une forme de propagande de proximité, se référant, par exemple, au conflit de La Manouba. La diffusion de communiqués de presse, l'appel à

1. LUCEÑO MORENO Marta, 2019, « L'affaire du niqab à la Manouba : de la propagande salafiste sur facebook à l'institutionnalisation médiatique de la cause des libertés académiques en Tunisie », *Les Cahiers du numérique*, vol. 15, n° 3, 105-132.

2. Dans ce contexte, il s'agit d'un dispositif impliquant des stratégies de domination via des discours, des pratiques de socialisation, des objets symboliques et des institutions (Velasco-Pufleau, 2014) permettant d'imposer comme légitimes des croyances fondées sur l'idéologie salafiste afin d'attirer des nouvelles recrues et motiver leurs partisans à mener des actions de *boycott* au sein de l'université.

des conférences de presse, l'annonce de certaines actions collectives comme la grève de la faim et le *sit-in*, se font par ce biais. La propagande de proximité permet de fournir une série de représentations prêtes à l'emploi à l'intention des médias cherchant des informations sur leurs revendications et leurs affiliations. La propagande politico-sociale est accompagnée d'une forme de propagande religieuse avec des prêches d'imams venus d'Égypte et des Émirats, délivrant des interprétations religieuses justifiant le port du *niqab*, l'instauration du califat, *etc.* Des extraits de ces prêches sont d'ailleurs diffusés dans le reportage sur l'affaire réalisé en 2012 par Coline Tison, et celui d'Agnès de Feo, *Niqabmania*, diffusé en 2015.

En parallèle, les supports numériques tels que les réseaux sociaux sont devenus une véritable plateforme opérationnelle leur permettant, en cas de besoin, de diffuser, à l'attention de leurs partisans, des appels à l'action. Il suffit d'un appel sur *Facebook*, pour que des dizaines de personnes du quartier de La Manouba se rendent à l'université soutenir le *sit-in* face à la résistance des universitaires, faire du *forcing* face à l'institution,

voire aux forces de l'ordre. L'usage de *Facebook* est aussi remarquable comme plateforme d'organisation logistique pour des besoins pratiques comme la nourriture, les outils de propagande, la communication interne, *etc.*

Photo 1 : Habib Kazdaghli, doyen de l'Université de La Manouba



© Le Monde.

Face à ces usages, les universitaires ont déployé tout un dispositif pour mettre en circulation leur propre contre-cadrage de la situation à l'intérieur de l'université, pour défendre l'interdiction du *niqab* mais également, pour introduire les libertés académiques dans la nouvelle Constitution. Cette mise en circulation de l'information

est menée à travers un répertoire d'actions traditionnelles qui s'appuie sur des manifestations tant *in situ*, que dans l'enceinte du ministère de tutelle, des grèves, la suspension de cours, des rassemblements, le port de bracelets rouges en signe de soutien, un contre-*sit-in*, *etc.* Alors que les actions les plus formelles sont gérées par le conseil scientifique, notamment la fermeture de l'université, des conférences ou encore des grèves, le groupe de soutien des universitaires prend en charge une partie de la dénonciation *via* leurs propres réseaux. D'ailleurs, certaines des actions sont organisées directement par les étudiants pour répondre à celles du groupe *Talaba Revolution*, parfois, sans l'accord de la direction et du conseil scientifique.

En ce qui concerne la communication, nous remarquons la présence d'une stratégie multi-support qui n'hésite pas à démultiplier les entrées médiatiques afin d'imposer leur propre lecture de l'affaire. Présents sur les réseaux sociaux, ils tiennent aussi des *blogs* activistes et interviennent dans les médias traditionnels. Enfin, ils investissent des espaces numériques, à l'époque moins utilisés en Tunisie, comme la *newsletter*, le *mailing* ou encore les appels à signatures. Toutefois, leur usage multimodal est fortement lié à leur tentative d'institutionnaliser la cause *via* la couverture médiatique traditionnelle : au niveau national, dans un premier temps, puis à un niveau international si les pouvoirs publics ne semblent pas réagir à la pression médiatique nationale.

Photo 2 : Étudiante de l'Université de La Manouba



© Fethi Belaid/AFP/France Info.